

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je pense que mon honorable collègue n'a pas saisi une des phrases que j'ai lues et qui disait: M. Mulroney est devenu administrateur de ces sociétés à ma demande et a abandonné ses fonctions d'administrateur lorsqu'il est devenu chef de l'opposition en juin 1983.

J'ai aussi été obligé de démissionner de la Croix-Rouge canadienne, de la Fondation Robert Cliche, de la Fondation John Diefenbaker, de la Fondation de recherche sur le diabète juvénile, du Ballet national du Canada et de l'Association récréative de la Fonction publique d'Ottawa.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

Une voix: Retournez en Ontario. Peterson a besoin de vous.

* * *

LA SANTÉ

LE TRANSPORT DE BŒUF SUR LA ROUTE TRANSCANADIENNE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Mardi dernier le ministre a reçu un rapport l'informant qu'un camion albertain transportant un chargement de bœuf avait traversé le nord de l'Ontario par la route du BPC pour se rendre à Asbestos, au Québec, laissant des carcasses à Sudbury et à Brockville et livrant le reste de son chargement au Québec pour qu'il y soit distribué. A l'heure qu'il est, beaucoup de consommateurs doivent avoir acheté et peut-être mangé de ce bœuf.

Comme des gens de ces localités vont beaucoup s'inquiéter pour leur santé en raison des risques que le BPC fait courir, est-ce que le ministre va ouvrir une enquête complète à l'échelle nationale sur ce sujet et faire rapport à la Chambre, pour donner aux gens l'assurance que toutes précautions sont prises à l'occasion de cet incident et pour éviter qu'il ne se reproduise?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée a essentiellement raison. Il est exact qu'un chargement de carcasses a été transporté de Brooks en Alberta à Asbestos au Québec. Nous en avons été informés mardi soir. Hier des recherches ont été effectuées aux deux endroits de l'Ontario et surtout à Asbestos, au Québec, en particulier chez le grossiste qui écoule la viande. En date d'aujourd'hui—je ne cherche en rien à compromettre la députée mais je lui ai aussi donné à titre privé des renseignements—nous avons pu examiner six échantillons, six demi-carcasses ou six carcasses sur les 57 qui avaient été dans le camion. La plupart—c'est-à-dire la matière grasse extérieure—semblent exempts de BPC mais il y a deux échantillons qui se sont révélés positifs. Les teneurs sont très faibles. Malgré cela—et, tous les renseignements techniques qui m'ont été communiqués indiquent qu'il ne doit pas y avoir de danger pour la santé—malgré cela nous avons dit . . .

M. le Président: A l'ordre. Je pense que cette réponse commence à traîner en longueur. Le ministre aura peut-être une

Questions orales

déclaration à faire à l'appel des motions? Une question supplémentaire à la députée de Vancouver-Est.

ON DEMANDE LA MISE EN ŒUVRE D'UN PROGRAMME NATIONAL DE SURVEILLANCE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président. J'ai une question supplémentaire à poser. J'ai demandé au ministre s'il ordonnerait immédiatement une enquête à l'échelle nationale exigeant la participation de son ministère et du ministère de l'Environnement. Je sais que cette question le préoccupe beaucoup, mais elle préoccupe encore plus les intéressés. Nous voulons plus que la simple assurance que l'on a contrôlé six échantillons.

Est-il vrai qu'il n'y a à l'heure actuelle dans son ministère aucun programme national de surveillance visant à déterminer les risques pour la santé de problèmes environnementaux de ce genre? Si c'est vrai, va-t-il établir immédiatement un tel programme de recherches à long terme qui s'étendra aussi aux gens qui ne sont peut-être même pas conscients d'avoir été exposés?

● (1440)

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je ne cherchais pas à abuser du temps de la Chambre. J'essayais seulement de fournir des renseignements pour qu'il n'y ait pas de panique, comme cela arrive si souvent en pareil cas. Voilà ce que je voulais faire.

Je dirai à la députée que le ministère est en mesure de résoudre ce problème. Nous avons examiné autant de carcasses que possible. Nous avons dit—et j'allais en informer la députée et la Chambre—que toute personne qui aurait des craintes parce qu'elle posséderait de grandes quantités de viande, qui aurait surtout des quartiers de bœuf dans son congélateur, peut s'adresser au bureau de Sherbrooke de la Direction générale de la protection de la santé. Je tiens à dire à la députée—et j'en ai aussi parlé au député d'Asbestos—que nous sommes disposés à fournir tous les services possibles, mais comme la situation n'est pas alarmante nous ne voulons pas susciter une peur ou une panique inutile.

* * *

L'AGRICULTURE

LES IMPORTATIONS DE VIANDE DE BŒUF D'IRLANDE

M. A. H. Harry Brightwell (Perth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Je me suis entretenu cette semaine avec de nombreux éleveurs de bovins de ma région d'une augmentation possible des quotas de bœuf importé d'Irlande et des conséquences préjudiciables d'une pareille décision. Les éleveurs craignent pour la survie de leur industrie, car ces importations accablent à la faillite de nombreux agriculteurs, feraient perdre au-delà d'une centaine d'emplois par million de livres et perturberaient nos marchés d'exportation traditionnels. Le ministre veut-il renseigner les agriculteurs canadiens et la Chambre sur l'état des négociations relatives aux importations de viande de bœuf d'Irlande?